

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 17 – mars 2026

Dans ce numéro...

 LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX DES HYDROCARBURES.....	3
 AUTRICHE	4
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	4
<i>Prévisions et indicateurs</i>	<i>4</i>
<i>Le conflit au Moyen-Orient pourrait affecter la croissance d'au moins 0,3 point</i>	<i>4</i>
<i>Le PMI composite atteint 52,4 points.....</i>	<i>4</i>
<i>Finances</i>	<i>4</i>
<i>Le projet de loi de finances 2027/28 sera présenté dès le 10 juin 2026</i>	<i>4</i>
<i>Echanges</i>	<i>5</i>
<i>Le solde commercial de l'Autriche s'est détérioré de plus de 8 Mds EUR en 2025</i>	<i>5</i>
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE.....	5
<i>La part des jeunes sans formation ni emploi en légère hausse en 2023</i>	<i>5</i>
<i>Lutte contre la « shrinkflation » - la loi est promulguée.....</i>	<i>5</i>
VEILLE SECTORIELLE	6
<i>Secteur financier</i>	<i>6</i>
<i>Le secteur des assurances affiche un résultat en nette hausse en 2025</i>	<i>6</i>
<i>Industrie.....</i>	<i>6</i>
<i>Première intervention de la BEI en Autriche dans le cadre du programme TechEU</i>	<i>6</i>
<i>Aéronautique : FACC investit 120 M EUR dans son site technologique de Haute-Autriche.....</i>	<i>6</i>
<i>Energie et environnement.....</i>	<i>6</i>
<i>Les recettes fiscales environnementales ont atteint 10,3 Mds EUR</i>	<i>6</i>
<i>Transports.....</i>	<i>7</i>
<i>Nouvelles règles de conduite pour les vélos, trottinettes et cyclomoteurs électriques</i>	<i>7</i>
<i>Agriculture.....</i>	<i>7</i>
<i>Soutien au secteur agricole – le ministre réclame la reconduction des mesures fiscales spécifiques</i>	<i>7</i>
<i>Par manque de précipitations, le risque de sécheresse est déjà élevé</i>	<i>7</i>
RELATIONS BILATERALES.....	8
<i>La Banque de France prend une participation dans l'imprimeur de billets de l'OeNB</i>	<i>8</i>
 SLOVENIE	8
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	8
<i>Prévisions et indicateurs</i>	<i>8</i>
<i>La BERD revoit à la hausse ses prévisions de croissance économique pour la Slovénie en 2026</i>	<i>8</i>

L'IMAD envisage une stabilisation de l'inflation en 2026.....	9
Finances	9
Moody's relève la note de crédit de la Slovénie.....	9
Fonds européens attribués à la Slovénie au titre du plan de relance NextGenerationEU	9
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE	9
Adoption de la stratégie de développement régional slovène	9
VEILLE SECTORIELLE	9
Secteur financier	9
Le secteur des assurances en hausse l'année dernière.....	9
Industrie	10
Une nouvelle stratégie pour dynamiser l'écosystème des startups d'ici 2030	10
Transports	10
Les Chemins de fer slovènes enregistrent un record dans le transport de passagers en 2025	10
Inauguration de la nouvelle voie ferrée Divača-Koper	10
Le nouveau tunnel du Karavanke inauguré	10
Energie et environnement	10
De nouveaux investissements pour la modernisation énergétique	10
Approbation de la première centrale solaire flottante.....	11
Numérique	11
Une stratégie nationale pour l'intelligence artificielle	11
Agriculture	11
Un secteur agricole slovène en essor.....	11
Ouverture du nouveau centre de protection forestière à Ljubljana	11
Logement	11
Les prix de l'immobilier en hausse pour la 11 ^{ème} année consécutive.....	11
 CROATIE	12
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	12
Prévisions et indicateurs	12
Banque centrale : inflation IPCH autour de 4,6 % en 2026 malgré des conditions financières qui s'améliorent.....	12
Finances	13
Toujours un fort engouement des ménages pour les bons du Trésor à court terme	13
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE	13
Nouveau paquet de mesures en soutien aux secteurs fragilisés par la hausse des prix de l'énergie	13
Zagreb : des salaires toujours supérieurs à la moyenne nationale.....	14
VEILLE SECTORIELLE	14
Energie	14
Première étude sur le stockage d'énergie par batteries.....	14
Le ministre de l'Économie présente la loi sur le développement de l'énergie nucléaire civile.....	14
Industrie	15
Rheinmetall acquiert une part majoritaire dans la société croate Dok-Ing	15
RELATIONS BILATERALES	15
Agenda	15

Lutte contre la hausse des prix des hydrocarbures

Face à la flambée des prix du pétrole et du gaz liée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, plusieurs États européens ont adopté des mesures d'urgence pour contenir l'impact sur les ménages et les entreprises. L'Autriche, la Croatie et la Slovaquie ont ainsi mis en place des dispositifs combinant encadrement des prix, allègements fiscaux et soutien ciblé à certains secteurs.

En Autriche, le gouvernement a d'abord cherché à limiter la volatilité des prix à la pompe en encadrant leur évolution : les hausses sont restreintes à trois ajustements hebdomadaires (lundi, mercredi et vendredi à midi), tandis que les baisses restent libres. Cette mesure temporaire, entrée en vigueur mi-mars et courant jusqu'au 12 avril, vise à endiguer les répercussions sur le pouvoir d'achat dans un contexte de reprise économique fragile.

Par ailleurs, un mécanisme plus structurel doit entrer en vigueur le 1^{er} avril et sera limité à l'année 2026. Le dispositif s'appuie d'un côté sur une réduction de la fiscalité (restitution des recettes supplémentaires de TVA sur les carburants par le biais d'un abaissement corrélé de la TIPCE) pour environ 0,05 EUR/l, de l'autre sur une restriction des marges des raffineurs et distributeurs, sous le contrôle du régulateur de l'énergie, qui engendrerait une baisse du même montant. Le seuil de déclenchement de la mesure est une hausse d'au moins 30 %, selon le bulletin hebdomadaire des cours du pétrole de la Commission, au regard du cours relevé le 27 février. L'ensemble devrait permettre une baisse d'environ 0,10 EUR par litre, activée en cas de hausse significative des cours pétroliers.

La Croatie a opté pour une intervention directe sur les prix. Le gouvernement a réintroduit depuis le 10 mars des prix réglementés pour les carburants, complété par une baisse temporaire des droits d'accise. À compter du 24 mars, le gouvernement a annoncé un nouveau paquet de mesures et un plafonnement des prix. Le prix du diesel Euro passe ainsi à 1,73 EUR/l (au lieu de 1,86 sans mesure) ; l'essence classique à 1,62 EUR/l (au lieu de 1,71) ; le diesel « bleu » à 1,19 EUR/l (au lieu de 1,23) ; le GPL en bouteille à 2,57 EUR/kg (au lieu de 2,77 EUR). Ce dispositif ne s'applique pas au réseau de distribution autoroutier qui reste dérégulé.

En parallèle, les autorités ont stabilisé les prix de l'électricité et du gaz, qui resteront fixes pendant les six prochains mois pour l'électricité, et jusqu'au 30 septembre 2026 pour le gaz. Par ailleurs, la Croatie a prolongé les aides énergétiques aux ménages vulnérables, incluant un soutien mensuel de 70 EUR. Des aides sectorielles ciblées ont également été mises en place pour l'agriculture (20 M EUR), la pêche (8 M EUR) et la restauration étudiante. Enfin, la prolongation d'un taux de TVA réduit à 5 % (contre 13 %) sur certains produits énergétiques jusqu'en mars 2027 vise à contenir la pression inflationniste.

La Slovaquie s'appuie sur un système de plafonnement des prix des carburants existant depuis plusieurs années, ajusté tous les 15 jours selon une formule intégrant les cours mondiaux du pétrole et le taux de change EUR - USD. Face aux récentes tensions, le gouvernement a renforcé ce dispositif en réduisant les accises sur les carburants pour lisser les prix. Le gouvernement a également décidé de libérer jusqu'à 30 millions de litres de diesel issus des réserves stratégiques, tout en interdisant leur exportation.

Des mesures complémentaires ont été introduites pour répondre aux pénuries ponctuelles en stations-service observées dans le pays au cours des dernières semaines, notamment la libéralisation partielle des prix dans les stations autoroutières depuis le 20 mars et l'instauration d'un rationnement des achats depuis le 22 mars : 50 litres par jour pour les particuliers et 200 litres pour les entreprises. Afin d'accroître la réactivité du système, la fréquence d'ajustement des prix a désormais été portée à une base hebdomadaire, dans un contexte où des hausses de prix restent néanmoins attendues à court terme.

Le chiffre du mois à retenir

3,1 %

L'inflation repart en mars d'après les estimations provisoires de Statistik Austria, alimentée par les prix de l'énergie et des services.

Zoom sur...

...le pouvoir d'achat des ménages : le logement et l'énergie représentent 26,4 % des dépenses de consommation des ménages. Les dépenses de consommation moyennes des ménages en 2024/2025 ont atteint 4 170 EUR par mois, dont plus d'un quart pour le logement et l'énergie liée au logement. Le montant mensuel médian des dépenses des ménages atteint 3 450 EUR. Pour le 1er décile, le logement et l'énergie représentent 46,7 % des dépenses mensuelles de consommation. L'analyse des données en tenant compte de la composition des ménages montre de fortes disparités en fonction du lieu de résidence (rural ou urbain) et de la taille des communes. En 40 ans, la part des dépenses consacrées à l'alimentation et aux boissons non alcoolisées est en baisse constante, passant de 18,3 % en 1984 à 12,8 % en 2024/2025.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Le conflit au Moyen-Orient pourrait affecter la croissance d'au moins 0,3 point

Le 24 mars, la banque nationale d'Autriche a publié ses perspectives économiques provisoires, prenant en compte le conflit au Moyen-Orient : déclinées selon 3 scénarii, modéré à hostile, en fonction de la durée du conflit et des prix de l'énergie, les prévisions font état d'une croissance en 2026 en repli, voire en contraction, comprise entre +0,5 % et -0,2 % et une inflation cette année comprise entre 2,7 % pour le scénario modéré et 4,2 % pour le scénario pessimiste.

Le PMI composite atteint 52,4 points

Selon le département de la recherche du groupe bancaire Unicredit Bank Austria, le PMI composite a atteint son plus haut niveau depuis 4 ans. Ainsi avec 52,4 points, il marque la solidité de la reprise économique. En mars, la performance de l'outil productif s'est nettement inscrite en hausse et la tendance baissière du marché de l'emploi, engagée depuis plusieurs mois, a significativement perdu en dynamique. Les experts espèrent que le conflit au Moyen-Orient n'obérera pas de manière durable les chaînes d'approvisionnement et les temps de livraison.

Finances

Le projet de loi de finances 2027/28 sera présenté dès le 10 juin 2026

Le 19 février 2026, en commission parlementaire en charge des Finances, le ministre Marterbauer a présenté le calendrier en vue de l'adoption du projet de loi de finances. Il a annoncé vouloir présenter un double budget portant sur les années 2027 et 2028 avec l'objectif de sortir de la procédure pour déficit excessif en 2028. La présentation par le ministre à la

chambre basse du Parlement (*Budgetrede*) est prévue pour le 10 juin 2026. L'adoption du double budget 2027/2028 est prévue pour le mois de juillet 2026.

Echanges

Le solde commercial de l'Autriche s'est détérioré de plus de 8 Mds EUR en 2025

Le 9 mars 2026, le ministre de l'Economie, de l'énergie et du tourisme, M. Wolfgang Hattmannsdorfer (conservateur), et la directrice de Statistik Austria, Mme Manuela Lenk, ont présenté les résultats du commerce extérieur de l'Autriche en 2025. Le solde du commerce extérieur s'est dégradé en 2025 de plus de 8 Mds EUR, passant d'un excédent de 2,19 Mds EUR en 2024 à un déficit de 6,58 Mds EUR l'année dernière. Le ministre a souligné que le commerce extérieur est un élément décisif pour la prospérité de l'Autriche. 1,2 million d'emplois (sur une population de 9 millions) dépendraient des exportations autrichiennes. Sur fond d'une dégradation du contexte

Figure 1 : Chiffres provisoires du commerce extérieur de l'Autriche en 2025 (en Md EUR)



Source : APA/ORF, Statistik Austria

international, trois facteurs sont à l'origine de la détérioration du solde du commerce extérieur, selon le ministre : (i) la hausse de près de 14 % des importations en provenance de la Chine (deuxième fournisseur de l'Autriche), (ii) la baisse de plus de 20 % des exportations de l'Autriche vers les Etats-Unis (deuxième client de l'Autriche), (iii) la faiblesse de l'économie allemande (premier client de l'Autriche et également son premier fournisseur).

Politique économique et sociale

La part des jeunes sans formation ni emploi en légère hausse en 2023

L'institut national de la statistique a recensé près de 122 000 jeunes âgés de 15 à 24 ans, sans formation ni emploi (NEETs, Not in Employment, Education or Training) en Autriche. Leur part est passée, entre 2022 et 2023, de 12,8 % à 12,9 % mais montre une réelle baisse depuis 2016, où un pic à 14,5 % avait été observé. Actuellement, un NEET sur deux est issu de l'immigration : conséquence de la crise migratoire de 2015, la part des jeunes NEETs ayant leurs racines à l'étranger est passé de 39,2 % en 2009 à 51,8 % en 2023.

Lutte contre la « shrinkflation » - la loi est promulguée

Annoncée en conseil des ministres à la mi-novembre, la loi relative à la lutte contre la réduflation a été promulguée le 24 mars et entrera en vigueur le 1^{er} avril 2026. Elle prévoit une obligation pour les distributeurs disposant d'au moins 5 filiales d'afficher dans les rayons des surfaces de ventes supérieures à 400 m² pendant une période de 60 jours toute diminution de volume ou de quantité à prix égal, sauf si cette variation est déjà clairement indiquée sur l'emballage. Les contrevenants s'exposent à des amendes pouvant atteindre 15 000 EUR en cas de récidive. Cette mesure expirera le 30 juin 2030.

Veille sectorielle

Secteur financier

Le secteur des assurances affiche un résultat en nette hausse en 2025

Selon l'autorité de surveillance des marchés financiers FMA, le secteur autrichien des assurances a affiché en 2025 un résultat des opérations courantes de 2,46 Mds EUR, en hausse de 50,5 %. L'année précédente des dégâts dus aux catastrophes naturelles avaient pesé sur le résultat. Le volume des primes a atteint 24,27 Mds EUR, dont 5,25 Mds EUR pour les assurances-vie (+0,62 %), 15,56 Mds EUR pour les dommages et accidents (+4,89 %) et 3,43 Mds EUR pour les assurances-maladies (+8,42 %).

Industrie

Première intervention de la BEI en Autriche dans le cadre du programme TechEU

Le producteur d'aluminium *Austria Metall AG* (AMAG) vient d'obtenir un prêt de 75 M EUR de la Banque européenne d'investissements (BEI) pour soutenir ses innovations technologiques sur le site de Ranshofen (Haute-Autriche). Il s'agit du premier prêt octroyé par la BEI en Autriche dans le cadre de son programme *TechEU*, destiné à accélérer l'innovation industrielle en Europe. Ce financement appuie les investissements d'AMAG, dont le coût total prévu s'élève à 168 M EUR sur la période 2025-2028. L'entreprise développe des produits innovants en aluminium moulé et laminé pour de nombreux secteurs, dont l'aéronautique et l'industrie spatiale. En 2025, le chiffre d'affaires a atteint 1,48 Md EUR, en hausse de 2,1 %. Le groupe AMAG emploie plus de 2 000 personnes.

Aéronautique : FACC investit 120 M EUR dans son site technologique de Haute-Autriche

L'équipementier aéronautique FACC (CA 2025 = 984 M EUR (+11 %), 3 907 ETP répartis sur 14 sites) veut doubler ses capacités de production sur son site technologique de Sankt Martin (Haute-Autriche), ouvert en 2013. Détenu depuis 2009 par le groupe chinois AVIC, FACC (*Fischer Advanced Composite Components*), initialement un fabricant de ski, s'est spécialisé dans le développement et la fabrication de composants aérodynamiques en composite (volets, winglets, nacelles moteur, etc.) et d'aménagements intérieurs de cabine pour les avionneurs comme *Airbus*, *Dassault*, *Boeing*, *Pratt&Whitney*, *Embraer*, etc. Le nouvel investissement de 120 M EUR d'ici 2030 doit permettre également la production de pièces de très grandes dimensions (dérives) sur une extension de 20 000 m² et la création de près de 300 nouveaux emplois. Au total, l'investissement dans le développement des sites mondiaux et les nouvelles technologies portera sur un volume de 350 M EUR.

Energie et environnement

Les recettes fiscales environnementales ont atteint 10,3 Mds EUR

Selon le bilan environnemental de l'Autriche (*Umweltgesamtrechnungen*) publié le 18 février 2026 par Statistik Austria, le montant des recettes environnementales s'est élevé en 2024 à 10,3 Mds EUR, en hausse de 3,3 % par rapport à l'année précédente. On distingue quatre catégories de taxes, selon la définition de l'OCDE : (i) Avec 55,3 % (5,7 Mds EUR), les taxes sur l'énergie représentent la principale source de recettes fiscales environnementales (+4,2 %) dont 3,8 Mds EUR pour la taxe sur le pétrole (*Mineralölsteuer*). (ii) Suivent les taxes sur les transports (36,1 %, 3,7 Mds EUR), en hausse de 2,1 %, dont 2,7 Mds EUR pour la taxe sur les assurances liée au type de moteur (*motorbezogene Versicherungssteuer*). (iii) Les taxes sur les ressources naturelles et les taxes sur l'impact des constructions humaines sur les sols se sont élevées à 0,8 Md EUR (+2,8 %), dont 0,7 Md EUR pour la taxe foncière. (iv) Les recettes des taxes sur les produits rejetés dans l'environnement se limitent à 0,06 Md EUR.

Transports

Nouvelles règles de conduite pour les vélos, trottinettes et cyclomoteurs électriques

Afin de répondre au nombre croissant d'accidents de la route graves impliquant des vélos, des trottinettes et des cyclomoteurs électriques, de nouvelles règles relatives à la conduite de ces moyens de transport entreront en vigueur à partir du 1^{er} mai 2026. A partir de cette date, le port d'un casque sera obligatoire pour les conducteurs de vélos électriques jusqu'à l'âge de 14 ans. Pour les utilisateurs de trottinettes électriques, cette obligation a été fixée à 16 ans. De plus, il est stipulé qu'une seule personne à la fois sera autorisée à conduire une trottinette électrique et que le transport de marchandises sera interdit. En matière d'équipement, les trottinettes électriques doivent être équipées d'une sonnette et de clignotants. S'agissant des cyclomoteurs électriques, à partir du 1^{er} octobre, ils seront classés comme véhicules à moteur, ce qui implique l'interdiction d'emprunter les pistes cyclables ainsi qu'une obligation de porter un casque, de se munir d'un permis de conduire ainsi que d'un contrat d'assurance.

Figure 2 : Qui peut emprunter les pistes cyclables ?

Wer auf dem Radweg fahren darf		
Entwurf für Novelle der Straßenverkehrsordnung		
✓ erlaubt	✗ nicht erlaubt	🚫 Helmpflicht, Altersgrenze
Fahrrad	✓ bis zwölf Jahre	✗
Lastenrad	✓ bis zwölf Jahre	✗
E-Bike	✓ bis 14 Jahre	✗
E-Scooter	✓ bis 16 Jahre	✗
Scooter ohne Motor	✗	✗
E-Moped gilt künftig als Kfz	✗	✗

Source : BMIMI

Agriculture

Soutien au secteur agricole – le ministre réclame la reconduction des mesures fiscales spécifiques

Dans le sillage du rabais de 0,10 EUR/l accordé par le gouvernement à partir du 1^{er} avril jusqu'à la fin de l'année, le ministre Norbert Totschnig, compétent pour l'agriculture et la sylviculture, réclame la reconduction en 2026 du remboursement de la fiscalité du CO₂, appliqué au gazole non routier agricole. Souvent critiquée par les milieux écologistes, cette mesure dont avaient bénéficié les secteurs agricole et sylvicole entre 2022 et 2025 (la dernière tranche au titre de 2025 sera versée en juin 2026) n'avait pas été reconduite dans le budget 2026 en raison des efforts de consolidation budgétaire. Aux yeux du ministre, l'abaissement des prix à la pompe de 10 centimes par litre ne sera pas suffisant pour garantir la rentabilité des exploitations, notamment dans les grandes cultures. Il risque toutefois de se heurter à une forte résistance de la part du ministre des Finances Marterbauer (social-démocrate) qui privilégie la neutralité budgétaire en raison de la détérioration des finances publiques et le déclenchement par la Commission européenne d'une procédure de déficit excessif envers l'Autriche. Par ailleurs, à l'instar d'autres Etats membres de l'UE, le Ministre Totschnig appelle la Commission européenne à suspendre provisoirement les dispositions du MACF sur les intrants agricoles.

Par manque de précipitations, le risque de sécheresse est déjà élevé

Selon l'organisme assurantiel *Hagelversicherung*, assureur des risques agricoles, le déficit de précipitation, constaté entre le 1^{er} décembre 2025 et le 8 février 2026, atteignait déjà selon les régions jusqu'à 60 % de la moyenne décennale, phénomène engendré par le dérèglement climatique. A date, les régions les plus touchées (déficit entre 60 % et 100 %) étaient les régions de l'Ouest (Vorarlberg, Tyrol, Salzbourg), la Haute-Autriche et une partie de la Styrie et de la Basse-Autriche. Seules quelques zones du Burgenland, de la Styrie et de la Basse-Autriche avaient reçu un niveau de précipitations suffisant (entre 0 % et 20 % de déficit). L'assureur *Hagelversicherung* enjoint les exploitants agricoles à adhérer à l'indice de sécheresse mis en place dans différentes options de couverture de risques d'agricoles avec plusieurs niveaux d'indemnisation.

Relations bilatérales

La Banque de France prend une participation dans l'imprimeur de billets de l'OeNB

Le 2 mars 2026, à Paris, le gouverneur de la Banque centrale d'Autriche OeNB et celui de la Banque de France ont signé un accord portant sur l'acquisition de 0,25 % de la société autrichienne d'imprimerie de billets (OeBS, *Oesterreichische Banknoten- und Sicherheitsdruck GmbH*), filiale à 100 % de la Banque centrale d'Autriche. En contrepartie, la BdF obtient un siège au conseil de surveillance de l'OeBS à Vienne, et peut désormais passer directement des commandes à l'OeBS sans rencontrer d'obstacles potentiels liés au droit européen des marchés publics. L'accord s'appuie sur la coopération initiée il y a une décennie avec la création d'Europafi, coentreprise consacrée à la production de papier fiduciaire.

Slovénie

Le chiffre du mois à retenir

0,68 %

d'écart entre les deux partis en tête aux élections législatives

Zoom sur...

Selon les résultats provisoires des élections législatives qui ont eu lieu le 23 mars en Slovénie, le Mouvement pour la liberté (GS, Renew Europe), parti du premier ministre sortant Robert Golob, arrive en tête avec 28,63 % des voix, ce qui lui confère une courte avance devant le Parti démocratique slovène (SDS, PPE) de Janez Janša (27,95 % des voix). Aucun parti ne dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale. Cinq autres partis sont entrés au Parlement, sur lesquels reposent les possibilités de coalition : Nouvelle Slovénie (NSi), les Sociaux-démocrates (SD), les Démocrates (Demokrati), Levica-Vesna, Vérité (Resni.ca). Les résultats définitifs doivent être proclamés par la Commission électorale le 7 avril au plus tard. La présidente de la République, Nataša Pirc Musar, a demandé aux présidents des partis élus d'entamer des négociations de coalition, en indiquant qu'elle confierait le mandat de former le gouvernement au candidat qui sera le premier en mesure de rassembler 46 sièges au sein de l'assemblée législative. Robert Golob, chef du GS, a entamé des négociations. Janez Janša a pour l'instant déclaré que son parti SDS ne tenterait pas de former une coalition.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

La BERD revoit à la hausse ses prévisions de croissance économique pour la Slovénie en 2026

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) prévoit une croissance économique de 2,2 % pour la Slovénie cette année, soit une révision à la hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à son estimation de septembre. Le PIB devrait quant à lui progresser de 2,4 % l'année prochaine.

L'IMAD envisage une stabilisation de l'inflation en 2026

Les projections de l'IMAD, prévisionniste slovène, ont annoncé 2,7 % d'inflation en 2025 contre 1,9 % en 2024, suite à la hausse des prix des produits alimentaires et des services, découlant d'une pénurie de main-d'œuvre et, de pressions accrues sur les coûts. En 2026, cet institut n'annonce aucune hausse significative de l'inflation, la situant autour de 2,5 % en moyenne, tirée par les prix des services et des produits alimentaires, notamment en raison de l'augmentation des coûts salariaux – analyse conditionnée à une absence de chocs sur le marché de l'énergie qui paraît ambitieuse dans le contexte géopolitique actuel.

Finances

Moody's relève la note de crédit de la Slovénie

L'agence de notation Moody's a relevé le 28 février 2026 la note de crédit de la Slovénie de A3 à A2, assortie d'une perspective stable. Selon le ministère des Finances, cette décision s'explique par la réforme des retraites récemment adoptée et la poursuite de la baisse de la dette publique en pourcentage du PIB.

Fonds européens attribués à la Slovénie au titre du plan de relance NextGenerationEU

La Commission européenne a donné, le 3 mars 2026, son feu vert à la demande de paiement de la Slovénie pour un montant brut de 267 M EUR, soit 231 M EUR nets, au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience. La Slovénie avait atteint les objectifs et les étapes clés pertinentes, notamment en matière de réforme des soins de santé et des retraites. Il s'agissait des conditions préalables pour mobiliser cet instrument clé du plan de relance *NextGenerationEU*, l'une des réponses de l'Union à la crise sanitaire. La Slovénie atteindra ainsi un taux d'utilisation des fonds disponibles de 83 %. Le délai pour le dépôt des dernières demandes et la réception des paiements expirera cette année.

Politique économique et sociale

Adoption de la stratégie de développement régional slovène

L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la stratégie de développement régional de la Slovénie pour la période 2026-2050, visant à réduire les déséquilibres territoriaux et améliorer la qualité de vie. Le plan se veut un tournant vers un modèle polycentrique pour limiter la concentration des emplois et des capitaux à Ljubljana. Portée par le ministre du Développement régional, Aleksander Jevšek, la stratégie mise sur des centres régionaux renforcés et des politiques différenciées sur les 12 régions, autour de quatre priorités : productivité, capital humain, accès aux services et soutien aux zones frontalières.

Veille sectorielle

Secteur financier

Le secteur des assurances en hausse l'année dernière

Le secteur de l'assurance slovène a enregistré une hausse de 12 % de son bénéfice avant impôts, atteignant 412 M EUR en 2025, selon l'autorité de supervision (AZN). Cette performance est portée par la solidité de l'activité assurantielle, avec un résultat de 307 M EUR pour les assureurs (+9 %) et de 93 M EUR pour les réassureurs (+27 %). Les organismes de retraite affichent également une progression notable, avec un bénéfice en hausse de 25 % à 15 M EUR. L'assurance dommages se distingue particulièrement (+33 % à 228 M EUR), favorisée par l'absence de catastrophes naturelles majeures. À l'inverse, l'assurance vie recule fortement (-28 % à 80 M EUR), pénalisée par des marchés financiers moins favorables.

Industrie

Une nouvelle stratégie pour dynamiser l'écosystème des startups d'ici 2030

Début mars, la Slovénie a lancé sa Stratégie pour les startups. Les objectifs incluent le doublement du nombre de startups par million d'habitants, une multiplication par dix des investissements par habitant, et une croissance annuelle moyenne de 25 % en termes d'emplois, de revenus et de taxes. Cinq initiatives clés sont prévues : renforcer l'environnement de soutien aux startups, développer le marché du capital-risque, améliorer les conditions de rémunération des employés, attirer des talents *high-tech* internationaux, et créer un statut juridique adapté aux besoins des jeunes entreprises. Un comité de pilotage interministériel sera mis en place pour suivre la mise en œuvre.

Transports

Les Chemins de fer slovènes enregistrent un record dans le transport de passagers en 2025

Les Chemins de fer slovènes ont transporté 20,9 millions de passagers en 2025, un record pour la Slovénie et une hausse de 25 % par rapport à 2024. Cette croissance est attribuée à la modernisation du matériel roulant, au développement des liaisons internationales, aux solutions numériques et à la coopération avec les populations locales.

Inauguration de la nouvelle voie ferrée Divača-Koper

Le Premier ministre Robert Golob, la ministre des Infrastructures Alenka Bratušek ainsi que des dirigeants des Chemins de fer slovènes et de 2TDK, ont inauguré la ligne ferroviaire Divača-Koper rail track. Cette infrastructure vise à accroître la capacité du fret de marchandises entre l'arrière-pays et le port de Koper. Le projet a été cofinancé par l'Union européenne à hauteur de 389 M EUR pour un montant total de 1,1 Md EUR. Selon l'opérateur public 2TDK, les retombées économiques sont estimées à 150 M EUR par an, grâce au report partiel attendu du trafic routier vers le rail.

Le nouveau tunnel du Karavanke inauguré

Après plus de 7 ans de construction, le nouveau tunnel du Karavanke reliant l'Autriche et la Slovénie – près de 8 kilomètres de long – a été inauguré par la ministre des infrastructures slovène, le ministre des Transports autrichien et le ministre de l'Économie autrichien. Le premier tunnel va désormais fermer pour rénovation. Les deux tunnels devraient être prêts pour la circulation en 2029. Au total, environ 570 M EUR auront été investis des côtés slovène et autrichiens dans l'extension complète de cette liaison.

Figure 3 : Le tunnel du Karavanke sur la carte (point rouge)



Source : Wikipédia, Salzburger Nockerl

Energie et environnement

De nouveaux investissements pour la modernisation énergétique

Dans le cadre de la modernisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité du pays, le ministère de l'Environnement, du Climat et de l'Énergie a signé des accords portant sur un investissement de 174 M EUR, dont 59 M EUR provenant du Fonds de modernisation de l'UE. Le ministre Bojan Kumer a également signé un accord pour le cofinancement de centrales solaires à Dekani et Kanalski Vrh, qui seront construites par le producteur d'électricité public Soške Elektranne Nova Gorica (SENG).

Approbation de la première centrale solaire flottante

Le gouvernement a publié un décret approuvant le plan d'aménagement de sa première centrale solaire flottante, prévue sur le lac de Družmirje près de Šoštanj. Le projet, d'une capacité maximale de 140 MW, devrait produire 140 GWh par an, couvrant les besoins d'environ 35 000 foyers. La mise en service est attendue début 2027, avec une exploitation assurée par une filiale du groupe énergétique public HSE. Le plan inclut également des aménagements touristiques et de loisirs autour du lac. Le projet suscite une opposition locale, notamment sur le plan environnemental. Un accord avec la municipalité prévoit des compensations financières et un cofinancement du développement local.

Numérique

Une stratégie nationale pour l'intelligence artificielle

Le gouvernement a adopté le 5 mars 2026 une stratégie nationale « IA 2030 », qui fixe un cadre stratégique pour le développement et l'utilisation responsable de l'IA dans les sphères publique et privée. Cette stratégie définit cinq objectifs majeurs : développer une IA souveraine et fiable, élargir son utilisation dans l'économie et le secteur public, renforcer l'écosystème d'innovation, garantir une utilisation sûre et responsable, et accroître l'intégration internationale de la Slovénie. Le ministère de la Transformation numérique a été chargé d'élaborer un plan d'action détaillé sous neuf mois, incluant mesures concrètes, calendrier et budget.

Agriculture

Un secteur agricole slovène en essor

La coopérative agricole Trebnje-Krka, la plus importante du pays, a annoncé avoir enregistré une hausse de 26 % de son chiffre d'affaires sur l'année 2025, atteignant 110 M EUR. Cette coopérative compte plus de 1 000 membres et 250 employés. Son directeur, Stanko Tomšič, a néanmoins fait part de ses préoccupations sur la situation agricole face à l'augmentation des coûts de main-d'œuvre ainsi que de certaines matières premières, tandis que les baisses des prix, notamment du lait, dus aux excédents de production en Europe, pèsent sur la pérennité des fermes.

Ouverture du nouveau centre de protection forestière à Ljubljana

Le nouveau Centre de Semences, Plantes et Protection des Forêts a ouvert à Ljubljana le 9 mars. Environ 35 chercheurs de l'Institut forestier s'installeront dans le centre, qui abrite des laboratoires et infrastructures de recherche destinés à développer des pépinières et la production de semences. La création d'un centre de diagnostic de santé forestière vise à anticiper les adaptations nécessaires, les forêts étant de plus en plus affectées par le changement climatique, selon la ministre de l'Agriculture et des Forêts, Mateja Čalušič. L'investissement a été évalué à 8,7 M EUR, financé en partie par le dispositif européen de Facilité pour la reprise et la résilience (FRR).

Logement

Les prix de l'immobilier en hausse pour la 11^{ème} année consécutive

Les prix immobiliers en Slovénie ont augmenté de 5,8 % en 2025, marquant une onzième année consécutive de hausse. Ils sont désormais plus de deux fois supérieurs à leur niveau de 2015. La progression est tirée par les logements anciens (+8,4 % pour les appartements), tandis que les prix des logements neufs reculent légèrement (-1,7 %). Les maisons neuves enregistrent la plus forte hausse (+11,2 %), et les transactions atteignent un volume total de 1,9 Md EUR. La dynamique est particulièrement forte à Ljubljana avec une hausse notable des ventes de 25 % pour les appartements anciens.

La lettre du mois à retenir



L'agence de notation S&P a
réhaussé la note souveraine de la
Croatie de A- à A

Zoom sur...

L'agence S&P Global Ratings a relevé, le 13 mars dernier, la note souveraine de la Croatie de « A- » à « A » pour la dette à long terme, avec une perspective stable, confirmant l'amélioration continue du profil de crédit du pays. Cette décision s'appuie sur la résilience de la croissance, attendue autour de 2,7 % en moyenne sur la période 2026-2029 après 3,2 % en 2025, soutenue par la consommation privée, l'investissement et le dynamisme du secteur des services, en particulier le tourisme. S&P souligne également la solidité des comptes publics et extérieurs, avec un déficit public maintenu sous les 3 % du PIB et une dette en baisse progressive, ainsi que l'ancrage renforcé offert par l'appartenance à la zone euro, qui stabilise le cadre monétaire et financier. L'agence met enfin en avant le rôle des fonds européens et la poursuite des réformes structurelles, notamment dans les domaines de la transition numérique et énergétique, comme facteurs clés du potentiel de croissance à moyen terme. La Croatie enregistre ainsi une amélioration de six crans depuis 2018, lorsque le pays se situait encore en catégorie spéculative.

Le 20 mars, S&P a relevé les notations à long terme de la Ville de Zagreb, les portant de « BBB+ » à « A- » avec perspective stable. La position financière de Zagreb s'est améliorée ces trois dernières années, grâce à une performance budgétaire solide et une bonne liquidité. Zagreb contribue à plus d'un tiers du PIB croate et dispose d'une économie plus diversifiée que l'économie nationale, dominée par le tourisme. Le PIB par habitant y est nettement supérieur à la moyenne nationale. La ville poursuit un ambitieux programme d'investissements, financé principalement sur fonds européens et un recours modéré à l'endettement.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Banque centrale : inflation IPCH autour de 4,6 % en 2026 malgré des conditions financières qui s'améliorent

La vice-gouverneure de la Banque centrale croate (HNB), Sandra Švaljek, a présenté devant le Parlement le dernier rapport semestriel sur les conditions financières et la politique monétaire. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a atteint 3,8 % en février 2026 et pourrait se maintenir autour de 4,5 % en moyenne annuelle, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des incertitudes géopolitiques liées au Moyen-Orient. Dans ce contexte, la croissance économique devrait ralentir, tout en restant solide à moyen terme

(environ 2,5 % en moyenne sur deux ans). Malgré une inflation supérieure à la moyenne de la zone euro, la Croatie affiche une croissance cumulée soutenue depuis 2021, ainsi qu'une amélioration des conditions de financement, portée notamment par la baisse des taux d'intérêt. La HNB souligne par ailleurs l'efficacité des mesures macro prudentielles introduites en 2025 pour freiner le crédit à la consommation, ainsi que les avancées en matière d'inclusion financière (encadrement des frais bancaires et déploiement de comptes de base gratuits).

Prévisions de mars de la HNB		
Inflation (%)	2026	2027
IPCH	4,6	2,8
IPCH, hors alimentation et énergies	4,2	3,0
IPCH, alimentation	3,5	3,7
IPCH, énergies	8,9	-0,2
PIB réel	2,6	2,4
Solde commercial des biens (% PIB)	-21,3	-20,7
Solde commercial des services (% PIB)	15,2	15,2
Chômage (%)	4,7	4,6

Finances

Toujours un fort engouement des ménages pour les bons du Trésor à court terme

Le ministère des Finances croate a annoncé le succès de la dernière émission de bons du Trésor à 91 jours, marquée par une forte participation des particuliers. Au total, 32 300 citoyens ont investi 1,58 Md EUR, portant le montant total de l'émission à 1,79 Md EUR en incluant les investisseurs institutionnels, au-delà de l'objectif initial de 1,5 Md EUR. Les titres, émis le 19 mars et arrivant à échéance le 18 juin 2026, offrent un rendement de 2,5 % pour les particuliers, contre 2,13 % pour les investisseurs institutionnels.

Il s'agit de la 20^{ème} émission de titres publics ouverte aux particuliers en 3 ans, dont la 17^e tranche de bons du Trésor « citoyens ». À ce jour, les citoyens détiennent plus de 8,5 % de la dette publique, avec un total cumulé de 14,3 Mds EUR investis via plus de 417 000 souscriptions, pour environ 370 M EUR d'intérêts versés.

Politique économique et sociale

Nouveau paquet de mesures en soutien aux secteurs fragilisés par la hausse des prix de l'énergie

Le 23 mars le gouvernement croate a annoncé un ensemble de mesures de soutien en faveur du secteur agricole, dans le cadre de son 10^{ème} paquet de mesures, pour un montant total de 28 M EUR. À l'approche de la campagne de semis de printemps, l'objectif est de soutenir la production alimentaire domestique et d'atténuer l'impact de la hausse des coûts. Le dispositif prévoit notamment une aide directe aux cultures arables, fixée à 100 EUR par hectare pour les 10 premiers hectares et 50 EUR par hectare pour les 10 hectares suivants, pour une enveloppe totale de 20 M EUR, afin de compenser notamment la hausse du coût du carburant agricole (« diesel bleu »). En parallèle, 8 M EUR sont alloués au secteur de la pêche et de l'aquaculture en réponse à des perturbations de marché exceptionnelles.

Enfin, un moratoire de 6 mois sur le remboursement des prêts contractés auprès de la banque de développement (HBOR) et de l'agence pour les PME (HAMAG-BICRO) est instauré au bénéfice notamment des agriculteurs, des pêcheurs et des distributeurs de carburant, afin de soulager leurs contraintes de trésorerie à court terme.

Zagreb : des salaires toujours supérieurs à la moyenne nationale

Selon les dernières données de la [ville de Zagreb](#), le salaire mensuel net moyen en décembre 2025 à Zagreb s'est établi à 1 693 EUR, soit une hausse de 9,4 % en g.a.

Le salaire moyen à Zagreb demeure nettement supérieur à la moyenne nationale, (1 494 EUR), soit un écart de 199 EUR (13,3 %) en faveur de la capitale. Le salaire médian s'établit à 1 447 EUR. Par ailleurs, le salaire mensuel brut moyen s'est élevé à 2 428 EUR en décembre 2025, en progression de 10,6 % sur un an. Ces évolutions confirment une dynamique salariale globalement soutenue sur l'année écoulée, malgré un léger tassement en fin de période.

Veille sectorielle

Energie

Première étude sur le stockage d'énergie par batteries

L'Association des énergies renouvelables de Croatie (OIEH) a présenté les résultats d'une étude intitulée « Identification des goulots d'étranglement du réseau de transmission électrique et besoins en stockage d'énergie par batteries en Croatie ». Menée avec le soutien de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), cette étude pointe notamment les contraintes qui pèsent sur le réseau de transmission, tout en définissant les emplacements optimaux et les capacités requises pour des systèmes de stockage par batteries.

Figure 4 : Répartition des emplacements et des tailles des batteries (BESS) pour le scénario initial



Source : Etude « Identification des goulots d'étranglement du réseau de transmission électro énergétique et besoins en stockage d'énergie par batteries en Croatie »

Actuellement, 22 sites prioritaires identifiés offriraient un potentiel de 1 700 MW, avec une forte concentration en Dalmatie et dans la région de Rijeka. Or, seulement 250 MW sont actuellement prévus par le plan national énergie/climat à l'horizon 2030.

Le ministre de l'Économie présente la loi sur le développement de l'énergie nucléaire civile

Le ministre de l'Économie, Ante Šušnjar, a présenté début mars devant le Parlement croate (Sabor) le projet de loi sur le développement de l'énergie nucléaire à des fins civiles. Ce texte établit pour la première fois un cadre juridique global pour le développement de l'énergie

nucléaire en Croatie. La loi définit les étapes de planification des futurs projets nucléaires nationaux : élaboration d'un programme d'activités et d'un plan de développement, incluant analyses techniques, évaluation des technologies disponibles, étude des sites potentiels, ainsi que les impacts économiques et énergétiques de ces nouvelles capacités. L'objectif stratégique est que l'énergie nucléaire doit représenter au moins 30 % de la production totale d'électricité en Croatie d'ici 2040.

Industrie

Rheinmetall acquière une part majoritaire dans la société croate Dok-Ing

Le groupe allemand de défense *Rheinmetall* a acquis 51 % du capital de l'entreprise croate [DOK-ING](#), spécialisée dans les systèmes robotisés autonomes, à l'issue d'un accord signé le 4 mars à Zagreb. Selon son fondateur Vjekoslav Majetic, cette opération marque « une nouvelle phase de développement » pour la société, qui conservera toutefois ses activités de production en Croatie et poursuivra le développement de ses propres solutions. Ce rapprochement devrait permettre d'accélérer le développement de systèmes terrestres sans pilote et de renforcer la position des deux groupes sur le marché européen de la défense. *Rheinmetall* prévoit notamment d'établir en Croatie un centre de compétences dédié aux systèmes militaires autonomes.

Relations bilatérales

Agenda

Le Medef international organise une délégation d'entreprises à Zagreb les 19 et 20 mai 2026. Inscription et détails sur la mission sous le lien ci-après :

<https://www.medefinternational.fr/actions/mission-dentreprises-15/>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienne@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, P.-A. Parmentier (ljubljana@dgtresor.gouv.fr)

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic, M. Maiolo

(zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 31/03/2026